
LA CHINE ET L'INDE EN AMÉRIQUE LATINE ET EN AFRIQUE : DU RÉALISME MAGIQUE ?

Javier SANTISO *

L'échiquier mondial des économies et des entreprises est en train de se recomposer à grande vitesse. Le rôle principal dans ces changements ne revient pas uniquement aux pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). Bien au contraire, ce sont les économies émergentes qui déclenchent les tendances les plus spectaculaires amorcées au cours des dernières années.

Ainsi, vers la mi-2006, la multinationale (au capital d'origine indienne) Mittal Steel impressionne le monde entier, et la France en particulier, en prenant le contrôle de l'entreprise européenne Arcelor pour un montant record de 27 milliards d'euros. En plus de donner naissance au leader mondial de l'acier, cette opération a concrétisé la prise de contrôle agressive d'une multinationale européenne par une multinationale issue d'un pays émergent. Plus récemment, en 2007, l'acquisition en 2006 du géant de l'acier anglo-hollandais Corus par Tata Steel (une opération de 12 milliards de dollars) confirme une fois de plus la tendance des conquêtes des firmes par des concurrents des économies émergentes. Pour 2007-2008, les investissements directs à l'étranger indiens vont sans doute franchir la barre des 15 milliards de dollars, suite aux acquisitions récentes dans divers secteurs. Les firmes d'ores et déjà impliquées dans cette expansion indienne à grande échelle sont Bharat Forge, Ranbaxy, ONGC, Infosys et Wipro. Mi-2007, le leader

* Javier Santiso est économiste en chef et directeur adjoint du Centre de développement de l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économique). Il a été auparavant économiste en chef pour les marchés émergents de la banque internationale BBVA (Banco Bilbao Vizcaya Argentaria). Il est l'auteur de nombreux articles et ouvrages dont *Amérique latine : Révolutionnaire, libéral, pragmatique*, Autrement, Paris, 2005 ; *The visible hand of China in Latin America*, OCDE, Centre Développement de l'OCDE, Paris, 2007.

indien dans le domaine des éoliennes a ainsi soufflé, au français Areva, l'allemand RePower pour un montant de 1,4 milliards d'euros. Dans la foulée, un autre groupe indien, United Breweries annonçait lui aussi le rachat d'un groupe européen, en l'occurrence le producteur écossais de whisky Whyte & Mackay pour 595 millions de livres (870 millions d'euros). Pour sa part Tata Steel, à peine digérée l'opération de Corus, annonçait un investissement de 3,5 milliards d'euros au Vietnam, soit le plus grand investissement direct étranger jamais réalisé dans ce pays.

Opérations qui ne sont ni sans précédent, ni isolées. Quelques années plus tôt, la société mexicaine Cemex, aujourd'hui leader mondial dans le secteur du ciment, inaugurerait ce genre d'acquisition. Avec des bases opérationnelles et financières désormais en Espagne et en Angleterre et non plus seulement à Monterrey, cette entreprise génère actuellement le principal volume de ses ventes hors du Mexique. Comparativement, ce qui était inhabituel dans l'opération de Mittal était l'agressivité avec laquelle l'entreprise a mené à bien la prise de pouvoir sur sa rivale européenne. Au-delà, avec ce mariage multiculturel c'est un tabou qui tombe : aucune forme d'acquisition ne se trouve désormais hors de la portée des multinationales des pays émergents, même pas les acquisitions agressives sur les marchés des pays de l'OCDE. L'Inde n'est pas seule dans cette course aux acquisitions par des firmes émergentes : la Chine, le Brésil, le Mexique mais aussi l'Afrique du Sud ou encore la Russie, ont multiplié les incursions et acquisitions hors de leurs frontières au cours des dernières années. En 2006, ces principales économies émergentes auront investi, hors de leurs territoires, plus de 72 milliards de dollars, un record, et plus de 55 milliards l'auront été dans les pays OCDE¹.

La Chine est sans aucun doute le leader de ce groupe d'économies *super émergentes*, baptisé les « Bric » par Goldman Sachs². Avec un taux de croissance moyenne de 9,5 % entre 1978 et 2005, la Chine se présente comme une des économies les plus animées du continent asiatique. Comme le montre l'exemple de Mittal, ce club inclut d'autres économies telles que l'Inde. Le nombre exact de ces nouveaux acteurs émergents à impact global est discuté. En plus du Brésil et de la Russie, qui figurent avec la Chine et l'Inde dans les Bric, le Mexique, la Turquie ou l'Afrique du Sud représentent de sérieux candidats à l'élargissement de ce groupe d'élites. Cependant, jusqu'à présent un seul pays, – la Chine –, domine dans cette catégorie par son rôle prépondérant dans les différentes régions du monde.

La contribution à la croissance mondiale provenant de l'axe Chine-Inde est particulièrement importante (autour du 35 % depuis 2001). En

1. Sur les investissements à l'étranger des multinationales latino-américaines, voir Javier Santiso, "The emergence of Latin multinationals", Deutsche Bank Research, Francfort, février 2007.

2. Le sigle « Bric » correspond aux noms des pays suivants : Brésil, Russie, Inde et Chine.

2006, la Chine était le troisième exportateur le plus important au niveau mondial, après les États-Unis et l'Allemagne, avec une part de marché des exportations de 8 %. Au cours du second semestre 2006, la Chine a même dépassé son concurrent nord-américain comme puissance exportatrice. Ses réserves de change ont franchi début 2007, le cap des 1 200 milliards de dollars, une somme vertigineuse qui dépasse le PIB du Mexique ou du Brésil par exemple. En 2006 également, l'économie chinoise a englouti 76 milliards de dollars d'investissements directs étrangers selon la Banque mondiale, loin devant la Russie (28), la Turquie (19), le Brésil (19) ou le Mexique (19). Selon l'OCDE³, pour 2025 le commerce Chinois représentera 17 % du commerce mondial³, avec une tendance clairement à la hausse. Malgré cela, il ne faut pas penser que cette situation est inédite. En effet plus que d'émergence de la puissance économique globale de la Chine il convient de parler de réémergence. La Chine a joué un rôle crucial dans la croissance mondiale depuis longtemps. Pendant les XVII^e et XVIII^e siècles, l'empire Chinois comptait déjà un quart du produit mondial brut.

Sans surprise, la Chine est devenue en Asie le partenaire commercial et industriel incontournable de tous les pays, Japon compris. Plus inattendu, sans doute, est le rôle qu'elle commence à jouer dans des endroits plus reculés par rapport à l'épicentre de ce « tremblement de terre ». Ainsi, en Afrique, le géant asiatique devient l'acteur principal déplaçant les puissances européennes. De même, la main *visible* de l'économie chinoise s'étend jusqu'en Amérique latine. Comme nous le verrons, au-delà de la Chine, un autre géant se profile à l'horizon et s'invite à la partie pour jouer dans les jadis traditionnelles arrières-cours des Européens et des Nord-américains. En effet, l'Inde, à l'instar de la Chine, mène un jeu battant en Afrique et en Amérique latine. Depuis plus d'une décennie, l'économie indienne a connu une croissance deux fois plus importante que la moyenne globale, avec un progrès spectaculaire dans l'industrie de services (34 % entre 2005 et 2006).

La grande nouvelle de ce millénaire est donc l'évanouissement de l'influence sans partages que les États-Unis et l'Europe exercent dans ces régions. Du point de vue de l'Afrique et de l'Amérique latine, l'irruption de la Chine et de l'Inde représente une occasion inédite pour transformer la prédominance des États-Unis et de l'Europe en un dialogue multipolaire.

L'IMPACT DE LA CHINE EN AMÉRIQUE LATINE ET EN AFRIQUE : DES CHINOISERIES ?

L'impact de la Chine dans les régions les plus lointaines du monde revêt une importance sans précédent. S'il est facile de comprendre cette influence en Asie, celle-ci peut cependant surprendre en Afrique et en Amérique latine. Le rôle de la Chine en Amérique latine a provoqué une vague de commentaires et d'analyses. La BID (Banque interaméricaine de développement), la CAF (Société andine de développement) et la CEPALC (Commission économique

3. Voir *OECD Economic Outlook Database*, 2007.

pour l'Amérique latine et les Caraïbes) sont attentives à cette évolution. La même OCDE a publié dernièrement un livre sur ce sujet et lui dédiera une spéciale attention dans son premier « Latin American Economic Outlook », qui sera publié en novembre prochain⁴.

Dans le domaine commercial, l'impact est perceptible dans tous les pays de la région. Pour l'Amérique latine, le réveil du dragon est sans aucun doute une formidable nouvelle, les deux régions étant complémentaires. L'Amérique latine détient les ressources naturelles et les produits agricoles dont la Chine a besoin pour alimenter sa croissance. La voracité de l'économie chinoise, de fait, contribue à la prospérité dans la région de ces dernières années. Qui plus est, pour la première fois de son histoire récente, l'Amérique latine dispose de trois points d'appui dans le monde : dans les années 1980, son principal point d'appui (commercial) est les États-Unis ; pendant les années 1990 un second point d'appui (financier) voit le jour avec des investissements directs massifs des Européens et en particulier des Espagnols. Aujourd'hui, un troisième prend forme, le point d'appui asiatique dont la Chine est l'acteur principal.

Dans une étude publiée par le Centre de développement de l'OCDE, nous avons également souligné la manière dont la Chine faisait concurrence à l'Amérique latine sur le marché états-unien⁵. En réalité, il n'existe pas de véritable concurrence directe sauf avec le Mexique et les pays centro-américains. Si la concurrence a augmenté au cours de ces dernières années entre les produits chinois et ceux des autres pays asiatiques sur le marché nord-américain, ce n'est pas le cas pour la majorité des pays latino-américains. En ce sens, le Mexique constitue l'exception plus que la règle. Mais pour faire face au défi chinois, ce pays bénéficie d'un important atout dans le jeu concurrentiel : être le voisin direct des États-Unis, pays qui absorbe 85 % de ses exportations et reste aujourd'hui le principal moteur de l'économie mondiale. Cela n'a pas empêché le Mexique de perdre, entre 2002 et 2005, des parts de marché aux États-Unis. Ces dernières sont passées de 11,6 % à 10,2 % du total importé par les États-Unis, alors que la Chine au même moment devançait le Mexique en devenant le second fournisseur des États-Unis.

Le Mexique ne pourra pas concurrencer la Chine en termes de coûts de main-d'œuvre. Ceux-ci sont en moyenne quatre fois inférieurs en Chine. Néanmoins, il détient un avantage indéniable : sa proximité avec les clients finaux nord-américains. Il s'agit là d'un avantage clé dans beaucoup de secteurs industriels où les coûts de stockage et les besoins de livraison dans de

4. Javier Santiso (dir.), *The Visible Hand of China in Latin America*, OCDE, Paris, 2007. Voir aussi Javier Santiso, "Dragones y Elefantes", *América Economía*, 6-19 octobre 2006.

5. Jorge Blázquez, Javier Rodríguez et Javier Santiso, "Angel or Devil? China's Impact on Latin America", Centre de développement de l'OCDE, *Document de travail* n° 252, juin 2006.

brefs délais sont des éléments décisifs. Pour le Mexique, le prochain défi sera de savoir jouer de cet atout, ce qui passera par une amélioration globale de ses infrastructures, ses réseaux routiers et ferroviaires, ses ports et ses aéroports, et de manière plus générale de tous les services (télécommunications, électricité, etc.) qui lui permettront de muscler sa compétitivité en réduisant les coûts de transactions qui brident sa croissance.

En Amérique latine, les « chinoiseries » s'accompagnent de quelques fantasmes comme, par exemple, la chronique annoncée depuis Buenos Aires d'une avalanche d'investissements directs chinois ou, autre exemple, la fiction racontée par le président du Venezuela, Hugo Chavez, sur les ressemblances entre un Simón Bolívar (plutôt conservateur) et « le héros anti-colonial » Mao. La réalité est sans doute un peu moins magique comme le révèle l'ensemble des statistiques de la région notamment en matière d'investissements directs étrangers chinois qui restent relativement modestes par rapport aux espérances suscitées auprès des latino-américains. En matière commerciale la réalité est néanmoins autre, les relations entre les deux régions s'étant considérablement développées. C'est ainsi que, par exemple, les exportations de la zone vers la Chine explosent de manière vertigineuse. Les exportations de pétrole brut vénézuélien ont dépassées les 3 milliards de dollars en 2005, doublant par rapport à l'année antérieure. Ceci ne change en rien le fait que les États-Unis soient encore le principal importateur de pétrole brut vénézuélien. Néanmoins, la croissante solidarité sino-latine, en particulier celle qui existe entre Caracas et Pékin, ne cesse d'ébranler l'administration de Washington.

L'activisme commercial chinois se prolonge aussi par une récente intrusion financière. Les entreprises chinoises et latino-américaines commencent à tisser des réseaux dans le dos des entreprises nord-américaines. Ainsi, au moment même où le gouvernement de centre gauche équatorien expulsait une entreprise pétrolière nord-américaine, il intensifiait son dialogue avec la Chine et faisait la cour à ses multinationales pétrolières afin de continuer à stimuler un secteur qui représente pour le pays 40 % de ses exportations. À ce jour, plus de la moitié de la production de pétrole équatorien est destinée aux États-Unis, le reste allant en Asie et en Europe. De La Paz jusqu'à Caracas, l'intensification du dialogue avec la Chine coïncide aussi avec un brouhaha (ou bien un silence) de plus en plus strident entre les États-Unis et quelques-uns de ses voisins sud-américains.

Il faut néanmoins mettre en perspective ces liens grandissants entre l'Asie et l'Amérique latine. L'intensification de ces relations s'inscrit dans une stratégie générale d'expansion vers l'étranger menée par des multinationales émergentes chinoises. De fait, selon une étude du Boston Consulting Group⁶,

6. The Boston Consulting Group, *The New Challenges: How 100 Top Companies from Rapidly Developing Economies Are Changing the World*, BCG, Boston, 2006 ; Philip Poole et al., *Go Go Global*, HSBC, Global Research, Emerging Markets Macro Team, Londres, avril 2006.

sur les 100 premières multinationales émergentes, presque la moitié (44) sont chinoises. Ainsi, en 2005, l'investissement direct étranger (IDE) chinois a atteint près de 7 milliards de dollars, soit 26 % de plus qu'en 2004. Des IDE, 60 % étaient destinés à l'Asie, mais l'Amérique latine a quand même réussi à attirer l'attention avec 16 % du total, devenant ainsi la deuxième région bénéficiaire d'investissements à l'étranger du géant asiatique, devant l'Europe, l'Amérique du Nord ou l'Afrique.

Les opérations des firmes chinoises en Amérique latine s'avèrent nombreuses. Un exemple est l'acquisition en 2006 de la firme brésilienne Oil & Gas Assets et la colombienne Omnimex par le Chinois Oil & Natural Gas Corp, par un montant de 2,5 milliards de dollars. En 2003, Baosteel, le principal producteur d'acier chinois, a réalisé en Amérique latine, et plus précisément au Brésil avec le partenaire local CVRD (Companhia Vale do Rio Doce), l'investissement le plus important enregistré jusqu'à cette date à l'étranger (1 500 millions de dollars). Deux ans plus tard, l'entreprise chilienne Codelco et la chinoise Mintmetal trouvaient un accord commercial aux dimensions inédites pour le producteur de cuivre chilien. Au-delà des flux commerciaux, il est possible que se développent bientôt d'importants flux de capitaux entre les deux régions. À court et moyen terme, ceci serait une bonne nouvelle venant de l'Orient pour l'Amérique latine. Cet intérêt pour l'investissement pourrait s'étendre au-delà des matières premières et concerner les infrastructures. L'objectif de la Chine est avant tout de s'assurer du transport, de la livraison et de l'acheminement de ces produits. Pour cela, elle aura besoin que s'améliorent les infrastructures de transport actuellement défaillantes sur le continent. Cela explique l'intérêt pour les projets régionaux entre le Brésil et le Pérou, l'Argentine et le Chili voire même le Venezuela et la Colombie.

L'intérêt grandissant des Chinois pour les matières premières et les infrastructures latino-américaines n'a rien d'un élan philanthropique. Tout comme les Européens au XIX^e siècle ou les Nord-américains au XX^e siècle, l'intérêt des Chinois pour le cuivre et les autoroutes ou les ports latino-américains correspond à un besoin stratégique pour s'assurer de l'arrivée des intrants de base et alimenter son essor. Cependant, si les investissements chinois se matérialisent, il est peu probable qu'ils se concrétisent exclusivement en investissements directs comme dans la tradition européenne et nord-américaine. Il se peut que quelques investissements prennent la forme de crédits sous condition, à faible taux d'intérêt, pour des projets spécifiques dont l'exécution serait confiée à des entreprises d'État chinoises. Nous nous éloignerions ainsi d'un modèle d'investissements générateurs d'efficacité et d'emploi local à l'image de ceux réalisés par les entreprises espagnoles, comme par exemple au cours de la dernière décennie. Le géant des télécommunications qu'est devenu Telefónica génère, par exemple, plus de 150 000 emplois dans toute la région (le double des emplois qu'il crée en Europe). Sa contribution fiscale, et donc au développement de la région, est également éloquente. Rien qu'au Brésil, cette entreprise injecte dans les finances publiques du pays près de

3 milliards d'euros, une quantité comparable à sa contribution fiscale en Espagne⁷.

Les investissements chinois ouvriront sans doute une fenêtre pour l'Amérique latine, mais pour transformer ce conte chinois en un conte de fées, la région aura besoin d'un peu d'imagination. L'avalanche d'investissements promis pourrait ne pas se concrétiser aux dimensions escomptées. L'Amérique latine devra quand même réfléchir à la capitalisation de cette aubaine, aussi bien commerciale que financière. Au-delà des matières premières, une amélioration des infrastructures par la main visible chinoise sera bienvenue dans la région. Mais il faudra aussi inscrire à l'ordre du jour un élan industriel, quitte à forcer la main chinoise. Pourquoi, par exemple, ne pas stimuler l'industrie du plastique ou des fertilisants dans le secteur des investissements pétroliers ? Pourquoi ne pas stimuler une politique industrielle génératrice d'emplois et de valeur ajoutée ? Après tout, les Chinois, champions du monde en politique industrielle, devraient parfaitement comprendre ce langage, quels qu'en soient ses accents latins.

LA CHINE DANS LE CONTINENT AFRICAIN

Un autre continent où la Chine avance à pas de géant, tout en cassant sur son passage un peu de porcelaine occidentale, et dans ce cas plutôt européenne que nord-américaine, est l'Afrique⁸. Les entreprises françaises, belges ou britanniques n'ont plus l'exclusivité sur le terrain africain. À présent, elles doivent mettre leurs parts de marché en concurrence avec les nouveaux rivaux chinois. Tout comme en Amérique latine, la Chine redistribue les cartes dans le jeu de l'influence internationale. De fait, la Chine est déjà le troisième partenaire commercial de l'Afrique, après les États-Unis et la France.

Pour séduire les gouvernements africains, Pékin dispose de quelques atouts accablants dans sa manche providentielle. Tout d'abord, les autorités chinoises ne semblent pas indisposées lorsqu'il s'agit d'avoir comme interlocuteurs des régimes autoritaires. Leur ligne directrice consiste à ne pas mélanger les affaires politiques avec les affaires économiques. Cela explique la prolifération d'activités dans des pays comme la Somalie, le Soudan ou le Zimbabwe, où les Occidentaux sont réticents à opérer. Les gouvernements européens voient cet activisme d'un mauvais œil, puisqu'il affaiblit leur nouvelle politique qui consiste à lier étroitement le commerce, l'aide au développement et les droits de l'homme. Ainsi, en Éthiopie, on soupçonne la Chine d'avoir compensé la suspension de l'aide européenne.

7. D'après les données extraites de l'*Informe anual de responsabilidad corporativa 2005*, Telefónica, Madrid, 2006, actualisées lors de la présentation du rapport *Digiworld*, à Madrid, le 5 Juin 2007, à la Casa de América.

8. Andrea Goldstein, Nicolas Pinaud, Helmut Reisen, Xiaobao Chen, *The Rise of China and India: What's in It for Africa?*, Séries du Centre de développement de l'OCDE, Paris, 2006.

Au Soudan également, où les accusations de génocide se multiplient, les entreprises chinoises sont activement impliquées dans la construction d'une raffinerie et dans l'exploitation de l'or noir, tant convoité.

Les relations entre la Chine et l'Afrique ne datent pas d'aujourd'hui. Il y a plus de 600 ans la dynastie Ming entretenait déjà des contacts sporadiques avec le continent africain. L'essor de cette relation au cours de la dernière décennie est cependant incomparable et est étroitement lié au décollage de l'économie chinoise. L'Afrique représente pour la Chine un grand marché à ciel ouvert où elle peut acheter toutes les ressources naturelles et les matières premières dont elle a besoin pour satisfaire la voracité de son économie. Le sous-sol africain regorge de ressources comme le minerai de fer, le pétrole, le cuivre ou le nickel, toutes nécessaires à la Chine. Pour l'Afrique cet appétit chinois représente également une aubaine, l'essor de l'économie asiatique emportant dans son sillage celle aussi de la plupart des économies du continent noir, tirées par les volumes importées par la Chine et par l'envolée des prix de matières premières.

En 2005, les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont dépassé les 40 milliards de dollars, 35 % de plus que l'année antérieure. Aujourd'hui, l'Afrique, qui possède 11,5 % du pétrole brut de la planète et presque 10 % des réserves mondiales, fournit 30 % du brut importé par la Chine, – principalement depuis le Soudan, l'Angola et le Congo. Un pays comme le Soudan a réorienté ses exportations vers la Chine, plus de 70 % de ses exportations (essentiellement le pétrole) étant aujourd'hui destinées à ce pays asiatique. Il y a 10 ans, les trois principaux fournisseurs de brut de la Chine étaient l'Indonésie, l'Oman et l'Iran. Aujourd'hui, la majorité du pétrole brut importé par la Chine passe encore pas les détroits d'Ormuz et Malacca. Cela explique la course contre la montre de ces dernières années pour diversifier ses sources de ravitaillement, principalement vers la Russie, l'Asie centrale et l'Afrique. Ainsi, en 2006, l'Angola devient le plus grand fournisseur de pétrole brut pour la Chine, devançant l'Arabie saoudite. En 2005, la Chine devient, juste après les États-Unis, le deuxième importateur de pétrole brut africain – provenant principalement de l'Angola et du Soudan. Le pari africain devrait perdurer : entre 1990 et 2004, la production de brut du continent a augmenté de 40 % et les prévisions tablent sur un doublement de cette quantité d'ici à la fin de la décennie. Le montant des investissements tournerait autour de 50 milliards de dollars. Cela représenterait la plus grande vague d'investissements directs que le continent ait connu au cours de son histoire (jusqu'à présent le stock total des investissements directs en Afrique frôlait les 18 milliards de dollars, à peine 3 % du total mondial ou trois fois moins de ce qui est investi en Chine).

De même, les entreprises chinoises affectent des montants significatifs en vue de capter ces ressources. Au début de 2006, la société pétrolière d'État CNOOC a annoncé l'achat, pour environ 2,3 milliards de dollars, de 45 % d'un puits au Nigeria, après avoir fait une meilleure offre que celle

provenant d'Inde, un autre concurrent asiatique qui se profile également sur le continent africain.

Mais en plus du pétrole et des mines, nous assistons en Afrique à des investissements chinois dans des secteurs comme l'hôtellerie, l'agro-industrie et des projets d'infrastructure. Pour ces derniers, la Chine a établi en 2006 une ligne de crédit pour l'Angola supérieure à 2 milliards de dollars en échange de pétrole brut. Nous assistons même à des entreprises pétrolières conjointes chinoises et indiennes investissant en Afrique, notamment au Soudan. Ces nouveaux acteurs devancent les entreprises pétrolières occidentales comme cela est arrivé avec la China National Petroleum Corporation, qui a remporté le marché au Niger face à la canadienne TG World Energy Corporation qui avait pourtant déjà commencé les travaux d'exploration dans le désert.

L'aide officielle de la Chine est aussi très visible en Afrique. Le cas du Zimbabwe est, en ce sens, paradigmatique. Ce pays, isolé de la scène internationale, est devenu un important partenaire commercial. En 2005, le pays asiatique est le deuxième fournisseur d'intrants du Zimbabwe. En parallèle, la Chine annonce une aide colossale, à l'échelle du pays africain, d'un montant de 1,3 milliards de dollars, – qui doit encore se matérialiser. Les deux pays ont signé des accords en vue de construire des centrales thermiques chinoises dans le pays. Le financement des crédits chinois se ferait par des matières premières (comme le chrome).

Cette aide chinoise est perçue par les Occidentaux comme disruptive à cause, notamment, du manque de coordination et de son caractère contradictoire par rapport aux autres actions. L'Angola en est une illustration : alors que les Occidentaux accélèrent les pourparlers avec le ministre des Finances angolais pour renégocier dans le cadre du Club de Paris le remboursement d'une dette qui gravite autour de 9,5 milliards de dollars, la Chine octroie un crédit à l'Angola d'un montant de 3 milliards de dollars.

L'offensive économique et diplomatique chinoise – il n'y a pas une année où les dirigeants officiels chinois ne voyagent pas sur le continent africain – s'oppose à l'influence des Occidentaux. Tout comme en Amérique latine, la Chine cherche aussi en Afrique de l'énergie et de l'influence politique. En Amérique latine, le nationalisme pétrolier et ce pouvoir de séduction chinois deviennent un cauchemar pour les multinationales occidentales. Les Africains disposent désormais, eux aussi, d'une alternative asiatique. Pour la première fois, les Latino-américains et les Africains, – du moins pour les États qui ont du pétrole, du gaz ou d'autres ressources naturelles –, ne dépendent pas uniquement des Occidentaux pour leur exploration, exploitation et exportation.

Cette aubaine chinoise pour l'Afrique comporte aussi un revers de médaille. En termes commerciaux, financiers, voire même politiques, elle est sans aucun doute positive. Cependant, il existe un risque croissant de voir une partie du continent africain s'enliser dans une spécialisation dans les matières

premières, sans pour autant sortir de la pauvreté. L'Angola, deuxième pays producteur de pétrole brut en Afrique, est une illustration claire de cette ambivalence. Le taux de croissance du pays a augmenté pour atteindre un taux de 19 % en 2005 (En 2006 la croissance du PIB a été de 15 %), la production de pétrole brut a connu une forte augmentation (1,6 millions de barils par jour en 2005, avec des réserves proches de 25 milliards de barils, les plaçant dans les 15 premières mondiales). Malgré cela, plus de 70 % des 14 millions d'Angolais vivent en dessous du seuil de pauvreté. En achetant une importante partie du pétrole brut produit, la Chine est un des acteurs principaux de cette croissance... – sans développement. Entre 2005 et 2006 les exportations du pétrole Angolaises sont passées de 5,9 à 9,9 milliards de dollars, soit une augmentation de 66 %. Pour 2006, la partie d'exportations de pétrole brut correspond à presque 96 % du total de pays. Il n'existe pas pour le moment de diversification économique, le pays s'enfermant dans une spécialisation à faible intensité de main-d'oeuvre et de faible valeur ajoutée.

AU-DELÀ DE LA CHINE : L'INDE EN AMÉRIQUE LATINE ET EN AFRIQUE

En plus de la Chine, il est possible qu'à l'avenir un autre pays émergent asiatique se profile comme interlocuteur de poids, aussi bien pour l'Amérique latine que pour l'Afrique. L'Inde dispose en effet de toutes les qualités pour le devenir. Tout comme la Chine, son décollage économique est gourmand en matières premières. Tout autant que la Chine, sa population, et donc ses besoins agricoles, sont de taille. Ses entreprises empruntent également le chemin de la globalisation à la recherche de marchés et d'opportunités d'investissement dans tous les coins du monde. La performance indienne en matière d'exportations n'est pas moins surprenante. Sa part de marché, quoique plus réduite que celle du géant chinois, a doublé en moins de 25 ans. Particulièrement, l'industrie de services indienne est aujourd'hui une des plus dynamiques du monde, en faisant de l'Inde le dixième exportateur mondial de services.

La relation entre l'Inde et l'Amérique latine reste pour le moment limitée, d'un point de vue tant commercial que financier. Cependant, nous assistons déjà à un début d'intensification des relations (ainsi que nous assistons à une augmentation des relations entre l'Inde et l'Afrique). Comme nous l'avons déjà évoqué, vers la mi-2006, Mittal Steel a pris le contrôle d'Arcelor, devenant ainsi le leader mondial de l'acier. Cette opération ne concrétise pas seulement la prise de contrôle d'une multinationale européenne par une multinationale émergente, elle a aussi des ramifications importantes en Amérique latine, Arcelor jouissant d'une présence significative sur ce continent, notamment au Brésil. Un autre accord récent d'acquisition avec de compagnies indiennes est celui de Oil & Gas (Brésil) par ONGC Videsh (la compagnie indienne la plus importante dans le secteur minéral), pour un montant de 600 millions de dollars. Indirectement, le lien entre l'Inde et l'Amérique latine ne pouvait être plus spectaculaire.

Plus directement, vers la mi-2006, une entreprise indienne a effectué un des investissements à l'étranger les plus significatifs en Amérique latine, précisément en Bolivie. L'investissement pour un montant proche de 2 milliards d'euros par Jindal Steel and Power est emblématique de cet appétit pour l'expansion à l'étranger des groupes indiens. À l'instar des entreprises chinoises, l'intérêt indien pour l'Amérique latine se concentre dans le secteur des matières premières et plus nettement dans le secteur minier.

Nous assistons également à une augmentation de la présence indienne en Afrique, un continent où la diaspora indienne est relativement importante et bien implantée, notamment en Afrique du Sud ou au Kenya. Vedanta Resources, un groupe indien du secteur minier, a fait son entrée en Zambie pour y acquérir la plus importante entreprise productrice de cuivre. Le premier conglomérat indien, le groupe Tata, a placé une grande partie de ses 2 milliards de dollars d'investissements internationaux sur le continent africain. Les bénéficiaires sont essentiellement l'Afrique du Sud, le Mozambique, le Kenya et la Sierra Leone. Ces investissements voient le jour dans des secteurs allant de la production de chaussures jusqu'aux télécommunications, en passant par l'industrie pharmaceutique et le secteur minier. L'Inde devient peu à peu pour l'Afrique une source décisive de technologie à faible coût.

L'ASIE REDESSINE LA CARTE DU MONDE

L'importante présence des pays asiatiques émergents, en Afrique et en Amérique latine, ouvre des perspectives sans précédent. En effet, le monologue unilatéral des Européens et des Nord-américains dans leurs arrière-cours respectives est révolu.

Cette relation croissante entre l'Asie et l'Amérique latine, et entre l'Asie et l'Afrique, symbolise aussi le grand tournant que prend le monde actuellement. Les contours du centre et de la périphérie se redessinent à grande vitesse. L'Europe, le Japon et les États-Unis s'estompent en tant que centres tous puissants pour laisser place à une configuration plus atomisée d'où surgissent des îlots qui deviennent des continents. Cette « tectonique » est en partie provoquée par les multinationales des pays émergents, à commencer par les multinationales chinoises et indiennes. Mais la vague est bien plus large : de la multinationale mexicaine Cemex à l'indienne Infosys, en passant par la chinoise Huawei ou la russe Gazprom, les changements que ces multinationales opèrent n'ont pas de précédent dans le monde de l'entreprise.

Dans cette nouvelle ébauche de la carte du monde, l'Amérique latine et l'Asie jouent un rôle central. Leurs entreprises s'articulent déjà entre elles. Nous assisterons à des relations plus directes entre multinationales du Sud. Au fur et à mesure que les entreprises chinoises se globalisent, elles poseront pied directement ou indirectement en Amérique latine, à

l'image de China Mobile, qui en 2006, a cherché à se rapprocher, pour un montant supérieur à cinq milliards de dollars, de Millicom International, une entreprise domiciliée au Luxembourg, mais menant des affaires dans seize pays en développement, dont beaucoup sont africains, et exerçant aussi une présence en Amérique latine, notamment au Salvador.

Cette situation, se présentera dans toutes les régions du monde, y compris entre l'Asie et l'Afrique comme nous l'avons vu, mais aussi entre l'Afrique et l'Amérique latine, comme l'a démontré en 2005 dans le secteur de la brasserie le rachat par la multinationale sud-africaine SABMiller de la colombienne Bavaria ou les investissements des géants brésiliens CVRD et Petrobras en Afrique. Cependant, le grand potentiel continuera sûrement à se concentrer entre l'Asie et l'Amérique latine et les opérations se feront par la main de plus en plus visible des entreprises chinoises et peut-être indiennes.

Ces relations avec l'Asie se présentent en fait pour l'Amérique latine et l'Afrique comme un double défi. Pour les pays producteurs de matières premières, la demande chinoise et l'intérêt indien sont de bon augure à court terme. Ils contribuent au *boom* exportateur latino-américain et africain. Cependant, ce même essor pourrait anesthésier toute volonté de diversification au-delà des matières premières. Monter en gamme dans la chaîne de valeur ajoutée de leurs exportations semble impérative pour rester dans la course internationale, comme l'ont fait à leur époque le Mexique, le Brésil, le Chili et l'Afrique du Sud, et pour éviter de se faire enfermer, comme une grande partie de l'Afrique, dans la quasi impasse des exportations à faible valeur ajoutée et peu créatrices d'emplois, ce qui est le cas pour les mines et les puits de pétrole.

Le deuxième défi apparaît alors, celui de la diversification, pour les pays qui ne l'ont pas entreprise. Ce défi intervient à un moment critique, précisément quand la Chine et l'Inde font irruption sur les marchés internationaux avec leurs produits manufacturés et industriels, dont certains de haute technologie et à forte valeur ajoutée. Des coefficients de diversification (Herfindhal-Hirschmann) calculés par le Centre de développement de l'OCDE entre 2001 et 2005 montrent que des pays africains tels que le Mozambique, la Zambie, la Tunisie, le Bénin, le Ghana et la Côte d'Ivoire ont connu une détérioration pendant cette période, tant au niveau destination comme au niveau produit⁹. Pour l'Amérique latine, ces coefficients de spécialisation illustrent un phénomène similaire, avec de fortes concentrations pour les pays destinataires des exportations du Mexique, Venezuela, Honduras, Guatemala et Équateur (voir le prochain « OECD Latin American Economic Outlook 2008 »).

9. Rolando Avendaño, Helmut Reisen, et Javier Santiso, "The macro management of Asian driver related induced commodity boom", *OECD Development Centre Working Paper*, 2007 (à paraître).

Mais le défi sera tout aussi important pour les pays qui ont déjà entrepris la diversification. Pour les pays latino-américains comme le Mexique, l'Argentine, le Brésil ou le Chili, qui ont su quelque peu se diversifier, le défi asiatique opère tel un signal d'alarme pour réveiller d'un rêve qui pourrait devenir un cauchemar. En Afrique la même situation s'applique à l'Afrique du Sud, un des pays émergents les plus dynamiques du continent, qui détient des multinationales de pointe, même dans des secteurs industriels. Le Mexique est sans doute un cas à part dans ce panorama. Il dispose d'un atout imparable, son grand avantage étant sa proximité avec les États-Unis. Cependant, le Mexique devra améliorer substantiellement ses infrastructures de transport. Par contre les autres pays, comme l'Argentine, le Chili et le Brésil en Amérique latine ou l'Afrique du Sud sur le continent africain, devront continuer à innover et à réduire leurs coûts de transactions, pour continuer à grimper sur l'échelle de la valeur ajoutée.

Pour le meilleur et pour le pire, tout le monde devra compter avec les géants asiatiques. Par contre, il n'y a pas de fatalité. Le mal et le bien ne sont pas éternels. La Chine et l'Inde peuvent être aujourd'hui des anges et demain des démons. Une chose est sûre : pour éviter d'être renversés par l'envol du dragon ou la course de l'éléphant, les pays émergents latino-américains et les pays africains devront les esquiver et rester en mouvement. La liberté d'action (ou d'inaction) leur ouvrira (ou fermera) des fenêtres d'opportunités. Leur succès dépendra, une fois de plus, de ce qu'ils feront ou cesseront de faire.